

Fin de la ville au Carreau du Temple

La guerre du pognon contre la population connaît ici un nouvel épisode.

L'espace public est purement et simplement privatisé par les terrasses, permettant à chaque bistrotier de décupler sa clientèle à la fois dans l'espace (les 2/3 sur le trottoir) et dans le temps (40 % du chiffre d'affaires entre 22 h et 2 h du matin).

Là où autrefois se trouvait un quartier, avec ses habitants et ses commerces de proximité, ne doit plus subsister qu'un hall d'accueil pour noctambules éméchés, pour hystériques ne pouvant s'arrêter de brailler et pour pseudo-créateurs appointés par le vide du spectacle. Il semble même qu'on les importe par avions entiers, afin de rivaliser avec d'autres villes ambitionnant le même destin (Barcelone, Lisbonne). Les bipèdes qui se font relooker un matin sur deux chez le visagiste, pendant qu'ils choisissent de nouveaux sneakers dans des catalogues longuement consultés, ne boivent qu'à partir de 15 Euros le verre, mais dans ce cas jusqu'à 2 h du matin : quelle bonne nouvelle pour les tenanciers. Un tel bonheur mérite bien des dommages collatéraux, p. ex. qu'on rende la vie impossible aux habitants du quartier, lesquels ont l'outrecuidance de vouloir dormir chez eux la nuit, ou qui sont fatigués d'avoir, devant leur immeuble, à fendre la foule des enfarinés venant de tous les coins de la planète pour assister au dernier « événement » promotionné par les « réseaux sociaux ». Peu importe, alors, que la pollution sonore atteigne des degrés dangereux pour la santé, en raison des vociférations permanentes d'un public qui, par ailleurs, se fantasme doté d'une empreinte écologique capable d'améliorer son CV « solidaire ».

La destruction de la ville, c.à.d. sa transformation en pur lieu de consommation marchande, avance ainsi à grands pas. Mais c'est promis, on gardera la désignation de « ville » lorsqu'elle aura disparu, pour désigner ce qui n'est plus, comme on parle d'une rue des bosquets ou d'un régime démocratique. Le baratin festif, partagé par les pouvoirs publics, les restaurateurs, les médias à la botte et le public bobo décérébré, ne sert qu'à enrober ce nouveau tsunami de la cupidité marchande. Les habitants n'auraient qu'à quitter la ville (*leur* ville) afin que celle-ci finisse en décor pour l'ubiquité du spectacle. N'ont le droit de survivre que ceux qui applaudissent à la nouvelle Rome décadente : *des cocktails et des jeux*, en tout cas pour la partie de la plèbe qui a le plus de « répondant » !

Les élus en sont les fidèles complices. Ils ne représentent pas les habitants mais le business. Ils ne protègent pas les premiers contre le second, mais évidemment l'inverse. Les copains et les coquins montent régulièrement sur scène pour jouer ensemble la saynète de la démocratie. Tandis que l'Elysée promeut le néolibéralisme, les Mairies se contentent de prostituer leur arrondissement : on fait ce qu'on peut, à sa modeste échelle, pour contribuer à l'invasion *cool* de l'impérialisme marchand.

Que se vayan todos !